



25 communes
59'752 Habitants (2022)

Gruyères

Les Autorités sont corrompues, La société est complètement pourrie. Ça ne fonctionne que par les petits copains. Si je dénonçais tout ce que je sais, la Suisse entière tremblerait... Il y a des problèmes partout, je le sais !
Dominique DE BUMAN, ex Conseiller National



Isabelle CHASSOT Présidente de la « CEP »
<https://swisscorruption.info/credit-suisse>



Christoph Zollinger
MOSSACK FONSECA
<https://swisscorruption.info/blocher/#zollinger>



Vincent BOSSON

ERNST & YOUNG

KPMG

pwc

ARTHUR ANDERSEN

BDO

Deloitte

FIDUCONSULT

FUSION DES COMMUNES : NON TOUT CE QUE NOS POLITICIENS CORROMPUS CACHENT POUR PARVENIR À LEURS FINS !



<https://swisscorruption.info/fusion>

DANS LA GRUYÈRE DU 13 AVRIL 2024, LE PRÉFET VINCENT BOSSON DÉCLARAIT QUE LE STATUQUO N'EST PAS RÉALISTE. IL VEUT CHANGER LA LOI POUR QUE L'UNANIMITÉ DE TOUTES LES COMMUNES NE SOIT PLUS NÉCESSAIRE... !

LA NÉCESSITÉ DES FUSIONS RELÈVERAIT D'UN RAPPORT « FUSION 25 » ÉTABLI PAR LA SOCIÉTÉ D'AUDIT « **BDO** », UN EX-EMPLOYEUR DU PRÉFET BOSSON.

IL SE TROUVE QUE LES SOCIÉTÉS D'AUDIT CITÉES EN TITRE, FONT PARTIE DES INITIATEURS DU COMLOT PLANIFIÉ POUR L'ESCROQUERIE DES ROYALTIES DANS L'AFFAIRE DE GENÈVE. DES MILLIERS DE MILLIARDS DE FRANCS ESCROQUÉS...

AU DÉBUT DE SA CARRIÈRE, LE PRÉFET A ÉGALEMENT TRAVAILLÉ POUR L'ÉTUDE D'AVOCATS PYTHON & PETER, DONT LES LIENS DANS NOTRE BASE DE DONNÉES NE LAISSENT PLANER AUCUN DOUTE SUR LA COMPLICITÉ D'AVOCATS DE L'ÉTUDE DANS LE BLANCHIMENT QUE NOUS DÉNONÇONS. NOUS SOMMES VICTIMES DE CETTE ESCROQUERIE, COMME TOUS LES CITOYENS PUISQUE DES CENTAINES DE MILLIARDS NE SONT PAS RENTRÉS DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT AU TITRE D'IMPÔTS...

ALORS POSEZ-VOUS LA QUESTION : QUE CHERCHENT NOS POLITICIENS CORROMPUS PAR LA FUSION DES COMMUNES ? UNE CHOSE EST SÛRE, CE N'EST PAS L'INTÉRÊT DES CITOYENS... LEURS ARGUMENTS SELON LESQUELS LA COMPLEXITÉ ADMINISTRATIVE DES COMMUNES NÉCESSITE DE FAIRE APPEL À DES MANDATAIRES EXTERNES (AVOCATS, JURISTES, ETC.) QU'OFFRIRAIT UNE GRANDE COMMUNE, N'EST QUE BALIVERNES. CE SERAIT AU CANTON D'OFFRIR CE SERVICE À TOUTES LES COMMUNES POUR QU'ELLES PUISSENT RÉPONDRE AUX EXIGENCES QU'IL FIXE !

MAIS EN RÉALITÉ CE QUE RECHERCHENT LES AUTORITÉS, C'EST QUE LE CITOYEN N'AIT PLUS DE LIEN DE PROXIMITÉ AVEC LES DIRIGEANTS. AINSI LE CITOYEN NE S'INVESTIT PLUS DANS LES AFFAIRES COMMUNALES ET IL LAISSE FAIRE. EN PROFESSIONNALISANT LA CONDUITE DES COMMUNES, ILS POURRONT DONNER LIBRE COURS À TOUS LES ABUS ET AUTRES CRIMES, SANS PRENDRE LE MOINDRE RISQUE QU'UN CITOYEN PUISSE LES CONFONDRE.

LE SYSTÈME SUISSE A FONCTIONNÉ À MERVEILLE JUSQU'À IL Y A QUELQUES ANNÉES, PARCE QUE LES CITOYENS ÉTAIENT PROCHES DES AUTORITÉS ET QU'IL... (SUITE AU VERSO)

respect des membres de l'Autorité envers les Citoyens. Mais c'est fini ! Ils en veulent toujours plus et faire leurs MAGOUILLES en vase clos et en toute impunité !

Tout a dérapé avec l'Affaire de Genève <https://swisscorruption.info/royalties2>. CREDIT SUISSE a été la banque phare de l'escroquerie <https://swisscorruption.info/societes-ecrans> dont les Directeurs avaient la signature sur les sociétés coquilles qui ont permis le détournement des fonds. Pour **escroquer et blanchir les milliers de milliards qui devaient échapper au fisc** et ne devaient pas figurer dans leurs bilans, UBS et CREDIT SUISSE ont constitué des **banques miroirs** avec l'adresse des deux sièges à Zürich, mais enregistrées au Royaume-Uni <https://swisscorruption.info/credit-suisse>.

Le rachat de CREDIT SUISSE par UBS n'a pas été une opération de sauvetage d'une banque systémique. CREDIT SUISSE dispose dans ses comptes cachés, d'une FORTUNE COLOSSALE ! Ce rachat n'est qu'une opération de blanchiment qui a pour but de répartir les fortunes cachées, au profit des escrocs qui se sont accaparés les royalties. Et ceci avec la bénédiction du Conseil Fédéral et des Parlementaires dont une majorité depuis 1991, sont impliqués dans l'escroquerie.

C'est la raison pour laquelle le Conseil Fédéral et le Parlement doivent se disculper sur la manière dont ils ont commis le **HOLD-UP** de CREDIT SUISSE. Il faut savoir que **Kaspar VILLIGER**, ancien Conseiller fédéral et ancien Président d'UBS SA, est inscrit au RC de la **société miroir d'UBS UK** citée plus haut...



Une Commission d'Enquête Parlementaire (CEP) a donc été mise sur pied pour faire croire au bon Peuple, que nos Institutions fonctionnent et veillent à préserver les intérêts des Citoyens. Ce devrait être le cas dans un État de droit, mais à vous de juger en connaissance de cause...

La Conseillère aux États PDC / Le CENTRE fribourgeoise Isabelle CHASSOT a été nommée Présidente de cette CEP. Mais qui est-elle en réalité ?

Isabelle CHASSOT avait rejoint **FedPol** (Police fédérale) de **03.1995** à 08.1997 en qualité d'adjointe scientifique. Elle y travaillait au côté du Fribourgeois **Markus DUCRET**, aujourd'hui Juge Cantonal et de **Kurt SENN**, un Inspecteur responsable de l'Affaire des royalties. FedPol était alors et jusqu'en septembre 1999, sous l'autorité du Procureur général de la Confédération, à l'époque **Carla DEL PONTE** <https://swisscorruption.info/mpc/#procs>. Isabelle CHASSOT était quant à elle, sous les ordres de **Michael LAUBER**, Chef de la division de lutte contre le crime organisé et le blanchiment d'argent... Il est intéressant de comprendre l'organisation du CRIME au sein même de FedPol, d'une part par le lien précité, mais aussi la structure du complot entre le MPC à Berne et le Ministère Public de Genève <https://swisscorruption.info/app10/#senn>.

On vient de parler du Juge Markus DUCRET, mais Fribourg emploie une autre « juge » impliquée dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties, en la personne de **Dina BETI**. Elle a été Chef du **Département Fédéral des Finances (DFF)** qui a chapeauté toutes les opérations de privatisation des Régies fédérales qui ont contribué au blanchiment des royalties. Voyons à titre d'exemple La Poste suisse <https://swisscorruption.info/la-poste> présidée aujourd'hui par le Socialiste fribourgeois **Christian LEVRAT** Président du **PS**... Et à ce sujet, il est indispensable de consulter le lien de **Micheline CALMY-REY** <https://swisscorruption.info/ps/#calmy-rey> pour comprendre que c'est pour sa participation à l'escroquerie des royalties alors qu'elle était Conseillère d'État, que Micheline avait été élue Conseillère fédérale, sans aucune expérience fédérale... Un autre **PS**... **Bernard BERTOSSA** (ex-juge fédéral) <https://swisscorruption.info/geneve-corruption/#bbtossa>.

ROLEX à Bulle : Il n'est pas inutile de préciser que ROLEX est la propriété de la **Fondation WILSDORF** dont le Président au moment de l'escroquerie des royalties était le **Notaire Pierre MOTTU** à Genève. Vice-Présidente **Martine BRUNSCHWIG-GRAF**, **Conseillère d'État**... MOTTU était associé de **Costin VAN BERCHEM**, aujourd'hui Président. L'État de Genève avait encaissé plus de **CHF 20 millions de droits de timbre** sur les conventions signées par Joseph FERRAYÉ pour les conventions de transfert des fonds... <https://swisscorruption.info/royalties/167.pdf>.

Aujourd'hui les gens s'informent et si la MAFIA d'État ne contrôle pas toute la chaîne politico-judiciaire, ils vont être confondus à leurs CRIMES. C'est pour ça qu'ils veulent prendre le contrôle des Communes. Il faut REFUSER les FUSIONS, pour rétablir l'État de Droit !